

TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS AND CONTRACTORS

Titre du poste	Type de poste	Lieu de travail :
Consultant en évaluation de la protection de l'enfance pour la revue évaluative du projet de renforcement du monitoring des violations des droits de l'enfant au Burundi	<input checked="" type="checkbox"/> Consultant	Bujumbura, Burundi (avec couverture de toutes les provinces)

Objectif de la revue évaluative :

Le projet faisant objet de la revue évaluative a été financé par USAID pour un budget total de 3,000,000 USD et est intitulé « **Renforcer le monitoring des violations des droits de l'enfant au Burundi** ». Ce projet, qui fait suite à un précédent projet financé par le même bailleur pour répondre à la même problématique de protection de l'enfant, est mis en œuvre depuis septembre 2019 et sera clôturé en décembre 2023.

L'objectif principal du projet est « **Les garçons et les filles, en particulier ceux qui sont vulnérables ou victimes de la traite et d'autres violations des droits de l'enfant, ont accès à des services de prévention et de réintégration adaptés à leurs besoins** ». Cet objectif doit être réalisé à travers les trois résultats suivants.

:

- **Produit 1** : Le système de surveillance, de suivi et de reporting en matière de protection de l'enfance a été amélioré à l'échelle nationale, améliorant ainsi l'exactitude et la crédibilité des informations sur les violations des droits de l'enfant.
- **Résultat 2** : Augmenter la capacité de surveiller, signaler, orienter, suivre et poursuivre les cas de traite interne et transfrontalière.
- **Résultat 3** : Les enfants victimes, survivants ou témoins de violations des droits de l'enfant, en particulier de traite, ont accès à des services appropriés et à des opportunités de réintégration.

Le projet couvre l'ensemble du pays en ce qui concerne le suivi des droits de l'enfant, à travers un réseau de 220 moniteurs des droits de l'enfant formés, basés sur terrain avec le soutien de l'UNICEF depuis septembre 2019. Les activités liées au suivi et à la réponse à la traite se concentrent spécifiquement sur Bujumbura, Makamba, Rutana, Cankuzo, Muyinga et Ngozi.

Pour améliorer le monitoring des violations des droits de l'enfant au Burundi, l'UNICEF Burundi, avec le financement de l'USAID, a développé un système de surveillance et de reporting des violations des droits de l'enfant qui est mis en œuvre par un réseau d'observateurs des droits de l'enfant à l'échelle nationale. L'UNICEF a investi dans le renforcement des capacités des partenaires de la société civile pour renforcer le suivi et le signalement des violations des droits de l'enfant et renforcer les mécanismes de réponse multisectorielle. Le renforcement constant des capacités des partenaires et des observateurs a élargi la portée des activités de suivi, renforcé la coordination et donné accès à des informations plus crédibles et analytiques qui sont utilisées pour fournir une réponse pertinente aux besoins des enfants.

En outre, le projet a permis de garantir que les enfants touchés par des violations de leurs droits, tant les victimes que les témoins, reçoivent des services appropriés, y compris des opportunités de réintégration socioprofessionnelle, scolaire et économique. Les enfants référés bénéficient d'au moins un service de référence disponible dans leur région, comprenant des soins médicaux, des services psychosociaux, une assistance juridique, la recherche et réunification avec leurs familles et la réintégration. Le système de suivi élargi et renforcé a facilité l'identification des cas ainsi que l'orientation et la réponse dans tout le pays.

La portée du projet a évolué au fil du temps et une évaluation du projet précédent a été réalisée en 2019 (couvrant la période 2016-2019). Le projet qui a débuté en septembre 2019 a été de plus en plus axé sur la

lutte contre la traite des personnes, et en particulier des enfants, suite au passage du Burundi au niveau 3 du rapport sur la traite des personnes du gouvernement américain en 2017. C'est pourquoi, à partir de 2020, l'UNICEF a été chargé aux côtés de l'OIM d'aider le gouvernement à prendre des mesures pertinentes pour renforcer la lutte contre la traite des personnes. Grâce à ces efforts, le Burundi est depuis passé du niveau 3 au niveau 2.

L'objectif de l'exercice de revue évaluative est double : il s'agit de l'apprentissage et la redevabilité. La revue évaluative informera l'élaboration de stratégies, la conception et la mise en œuvre des futures initiatives de l'UNICEF dans le domaine du monitoring et du signalement des cas des violations des droits de l'enfant, du soutien à la lutte contre la traite des personnes et du renforcement des mécanismes de réponse au Burundi. À un niveau plus large, la revue évaluative fournira aux partenaires des informations importantes sur la manière dont les approches du projet ont répondu aux besoins des enfants.

La revue évaluative assurera d'atteindre les objectifs suivants :

- 1) Évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la pérennité du projet dans son contenu, sa mise en œuvre et l'atteinte des résultats dans l'amélioration du suivi des violations des droits de l'enfant au Burundi.
- 2) Identifier les leçons apprises, les faiblesses, les obstacles, les forces et les opportunités découlant de la mise en œuvre du projet, en tenant compte des éléments contextuels qui pourraient avoir affecté la mise en œuvre du projet.
- 3) Proposer des recommandations d'ordre stratégique et opérationnel pour orienter la pérennité du projet.

Tâches principales :

La revue évaluative couvrira la période de décembre 2019 à décembre 2023.

Utilisateurs et utilisation visée de la revue évaluative :

Utilisateurs	Utilisation visée
UNICEF Burundi	Informar la conception de mécanismes appropriés de prévention et réponse dans un contexte de pays en évolution
USAID	Informar les efforts de plaidoyer pour l'investissement dans les systèmes de protection de l'enfant au Burundi Evaluer la contribution du projet au monitoring renforcé des droits de l'enfant et à une meilleure prévention et réponse à la traite des personnes
Organisations de la société civile, ONG internationales, agences NU	Informar les interventions pour renforcer le monitoring et rapportage sur les droits de l'enfant au Burundi ainsi que pour renforcer les mécanismes de référencement

La revue évaluative sera guidée par les critères de l'OCDE/CAD – notamment la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la pérennité. Les droits de l'homme, l'équité et le genre seront intégrés dans la conception de la revue évaluative.

Pertinence

- Dans quelle mesure la justification de la conception du programme a-t-elle été fournie et valable (c'est-à-dire alignée sur les besoins des détenteurs des droits, les priorités du pays, les priorités des partenaires clés, les politiques des donateurs, le positionnement de l'UNICEF) ?
- Durant la mise en œuvre, quels efforts ont été déployés pour garantir que le programme reste pertinent/adapté aux besoins des titulaires de droits ?

- Dans quelle mesure le projet a-t-il clairement identifié à l'avance les risques et les goulots d'étranglement spécifiques au contexte et les a-t-il pris en compte dans son développement ?
- Le changement d'orientation vers la lutte contre la traite des personnes était-il pertinent à la lumière de l'évolution du contexte national ?

Efficacité

- Dans quelle mesure le projet a-t-il atteint ses objectifs et résultats attendus en termes d'amélioration du monitoring des violations des droits de l'enfant au Burundi, ainsi que de fourniture de services appropriés aux victimes d'abus, de violence et d'exploitation, et notamment aux victimes présumées de la traite des personnes ? Quelles ont été les stratégies les plus efficaces ?
- Dans quelle mesure les structures/institutions de prestation de services ont-elles atteint les groupes ciblés par les interventions : (i) quelles ont été les principales contraintes, (ii) quels sont les facteurs de succès et/ou d'échec ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à renforcer les capacités des acteurs de la protection de l'enfance au Burundi ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à améliorer la coordination entre les acteurs de la protection de l'enfance au Burundi, notamment en matière de suivi et de signalement des violations des droits de l'enfant et de lutte contre la traite des personnes ?

Efficacité

- Dans quelle mesure les interventions ont-elles été réalisées de manière rentable ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il maximisé les ressources financières, matérielles et humaines dont il disposait ?

Pérennité

- Dans quelle mesure les partenaires de mise en œuvre et stratégies se sont-ils appropriés la vision, les lignes et les méthodes de travail soutenues et dirigées par le projet ?
- Dans quelle mesure les résultats obtenus à tous les niveaux sont-ils durables ?
- Dans quelle mesure certaines charges financières liées à la mise en œuvre des interventions sont-elles totalement ou partiellement intégrées au budget national ?

Équité, droits humains et genre

- Dans quelle mesure et de quelle manière le programme a-t-il donné la priorité à l'équité et aux besoins des groupes les plus vulnérables ?
- Comment les besoins différentiels des garçons et des filles ont-ils été pris en compte dans l'analyse, la planification et la mise en œuvre du projet ?

Méthodologie de la revue évaluative

La revue évaluative sera basée sur la reconstruction de la théorie de changement, ce qui aidera à guider le processus et fournira une manière structurée de comprendre comment et pourquoi un programme est censé fonctionner. La reconstruction de la théorie de changement du projet constituera une première partie essentielle de la revue évaluative et se fera à travers une combinaison d'examen documentaire et d'entretiens avec le personnel de l'UNICEF, les partenaires techniques et stratégiques, les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires.

La revue évaluative utilisera un mélange de méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives et plusieurs méthodes seront utilisées pour collecter et trianguler des données qualitatives et quantitatives provenant d'une gamme de sources. Il couvrira au minimum :

- a. Examen des documents pertinents et des données de suivi liés au projet mis en œuvre par l'UNICEF et les partenaires de mise en œuvre.
- b. Entretiens semi-structurés avec des informateurs clés et groupes de discussions (GD) menés avec des membres de comités communautaires de protection de l'enfance (CPE), d'organisations de la société

civile (OSC) et d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales - notamment la Fédération Nationale des Associations Engagées dans le Domaine de l'Enfance au Burundi (FENADEB), Association des Femmes Juristes du Burundi (AFJB), Fondation Stamm, Plateforme des Intervenants en Psychosocial et en Santé Mentale (PPSM), Social Action for Development (SAD) .

- c. Des entretiens et GD semi-structurés avec les bénéficiaires et les membres de la communauté dans les zones d'intervention du projet. Le recours à des méthodes participatives et adaptées aux enfants sera particulièrement encouragé.
- d. Les observations sur le terrain.

Il est prévu que le consultant fournisse des détails supplémentaires concernant la conception et la méthodologie, destinées à répondre aux questions de la revue évaluative et à atteindre les objectifs, dans le rapport d'inception.

Toutes les données issues de la revue documentaire, des informateurs clés, des groupes de discussion et des observations sur le terrain seront triangulées et analysées à l'aide d'une gamme de techniques. Une matrice de preuves et une structure de codage (basée sur la matrice de la revue évaluative à développer par le consultant), pour organiser et enregistrer les preuves issues des examens de documents, des informateurs clés, des groupes de discussion et des observations sur le terrain, doivent être développées. La matrice ne sera pas seulement un référentiel de notes de terrain ou de textes provenant de sources secondaires, mais elle constituera plutôt un niveau initial d'analyse, ce qui signifie que le cadre capturera systématiquement les preuves par rapport aux questions, critères et objectifs de l'examen évaluatif dans la matrice.

Un comité d'examen technique, composé du spécialiste de la protection de l'enfance supervisant le travail du consultant, du spécialiste de l'évaluation et des représentants des principaux partenaires de mise en œuvre, examinera chaque livrable. Des réunions techniques entre le consultant et le comité de revue technique seront organisées selon les besoins.

Les principales activités et le calendrier de la revue évaluative sont tels que décrits dans le tableau ci-dessous :

Tâches	Livrables	Calendrier
Rédaction du rapport d'inception en français	Draft du rapport d'inception décrivant la théorie du changement recréée, la méthodologie détaillée (y compris les outils de collecte de données et les répondants ciblés), les résultats attendus, les livrables, la proposition de la méthodologie de collecte des données, les outils d'examen et d'analyse (y compris la matrice d'examen évaluatif), l'examen éthique et le calendrier.	5
	Réactions/contributions de l'UNICEF	[5 jours]
Intégration des contributions de l'UNICEF et finalisation du rapport d'inception	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'inception validé décrivant la méthodologie détaillée, les livrables, les résultats attendus et le calendrier - Outils finalisés de collecte, d'examen et d'analyse des évidences 	5
Revue documentaire		5
Visites sur le terrain, entretiens avec des informateurs clés, observations sur le terrain, discussions de groupe		15
Analyse des données et triangulation		5
Elaboration du rapport préliminaire en Français	Rapport préliminaire décrivant la méthodologie, les principales conclusions et recommandations	10
	Commentaires de l'UNICEF	[5 jours]
Intégration des commentaires et soumission du 2e draft du rapport	Deuxième draft de rapport décrivant la méthodologie, les principales conclusions et recommandations + draft du résumé (2 pages) et une présentation PowerPoint	10
	Commentaires de l'UNICEF	[5 jours]
Intégration des commentaires finaux et soumission du rapport final en Français	Rapport final décrivant la méthodologie, les principales conclusions et recommandations + résumé final (2 pages) et une présentation PowerPoint en français	5
TOTAL		60 jours ouvrables sur quatre mois

Work Assignments Overview	Deliverables/Outputs	Delivery deadline
Rédaction du rapport d'inception en français	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'inception validé décrivant la méthodologie détaillée, les livrables, les résultats attendus et le calendrier - Outils finalisés de collecte, d'examen et d'analyse des preuves 	5 jours
Intégration des contributions de l'UNICEF et finalisation du rapport d'inception		5 jours
Revue documentaire	Rapport préliminaire décrivant la méthodologie, les principales conclusions et recommandations	5 jours
Visites sur le terrain, entretiens avec des informateurs clés, observations sur le terrain, discussions de groupe		15 jours
Analyse des données et triangulation		5 jours
Elaboration du rapport préliminaire en Français		10 jours
Intégration des commentaires et soumission du 2e draft du rapport	Rapport final décrivant la méthodologie, les principales conclusions et recommandations + résumé final (2 pages) et une présentation PowerPoint en français	10 jours
Intégration des commentaires finaux et soumission du rapport final en Français		5 jours
TOTAL		60 jours

<p>Minimum Qualifications required:</p> <p><input type="checkbox"/> Bachelors <input checked="" type="checkbox"/> Masters <input type="checkbox"/> PhD <input type="checkbox"/> Other</p> <p>Enter Disciplines</p> <p>Vu la pertinence des objectifs, la méthodologie, la complexité du programme et les résultats attendus de cette revue évaluative, le consultant a recruté doit avoir un minimum un diplôme de : Master en sciences sociales, droit, droits de l'homme, planification et évaluation, gestion de projet ou dans un domaine apparenté.</p>	<p>Knowledge/Expertise/Skills required:</p> <ul style="list-style-type: none">• Au moins cinq années d'expérience professionnelle dans la conduite d'évaluations utilisant des approches fondées sur la théorie et des méthodes mixtes, de préférence dans le domaine de la protection de l'enfance, ou dans des domaines étroitement liés.• Une expérience de travail sur les questions de protection de l'enfance et/ou de traite des personnes est requise.• Expérience démontrée dans la collecte, l'analyse et la gestion de données dans le domaine de la protection de l'enfance et/ou d'autres domaines des sciences sociales.• Une expérience dans la conduite d'évaluations pour des agences des Nations Unies, des gouvernements et des organisations non gouvernementales est considérée comme un atout.• Expérience dans la production de rapports destinés à un large éventail de publics, y compris les bailleurs, les organisations de la société civiles, les décideurs, etc.
---	---